



Paris, le 11 juin 2014

AUCUNE RÉPONSE CONCRÈTE ET IMMÉDIATE POUR LES PERSONNES PRÉCAIRES ET MAL LOGÉES

Suite à la mobilisation du Collectif des Associations Unies sur le Canal Saint-Martin à Paris et dans plusieurs grandes villes de France (Lille, Nantes, Toulouse, Mulhouse et Strasbourg), les associations ont à nouveau rencontré le cabinet de la ministre du Logement hier. Nous avons rappelé nos quatre priorités : le dégel des aides au logement, des réponses dignes aux personnes hébergées cet hiver, qui trop souvent, faute de solutions, sont remises à la rue dès que les températures se font plus « douces », une loi de programmation de logements à vocation très sociale et une politique de prévention des expulsions locatives digne de ce nom.

A notre grande déception, et malgré nos interpellations nombreuses ces deux derniers mois, **aucune réponse concrète et immédiate ne nous a été présentée par le ministère du Logement**. Il confirme par ailleurs le gel des allocations logement perçues par plus de 6 millions de ménages. Le Collectif déplore profondément cette décision et se tournera vers les parlementaires pour tenter de faire infléchir cette décision incompréhensible et inacceptable pour ceux qui rencontrent des difficultés dans notre pays pour se loger. **S'obstiner dans cette voie revient en effet à pénaliser l'accès et le maintien dans le logement des ménages modestes et pauvres qui sont déjà confrontés à des niveaux extrêmement élevés de loyers et une flambée des charges**. Le ministère a malgré tout confirmé certains principes déterminants aux yeux du Collectif : la logique du Logement d'abord, la relance de la production de logements très sociaux, la fin de la gestion au thermomètre de l'hébergement et le renforcement de la politique de prévention des expulsions. D'autre part, si aucune mesure concrète n'a été annoncée, le ministère a fait savoir que **la ministre présenterait une feuille de route globale et des déclinaisons opérationnelles à l'ensemble des associations du Collectif, début juillet**.

Beaucoup de temps a déjà été perdu. Nous attendons avec de plus en plus d'impatience, mais avec vigilance, l'annonce de mesures concrètes à cette échéance. Le Collectif des Associations Unies reste plus que jamais mobilisé et lancera des interpellations dans les jours et semaines à venir, au niveau national comme au niveau territorial. **Les personnes sans abri et mal logées ne peuvent plus attendre**.

Contacts presse :

FNARS : Céline Figuière : 01 48 01 82 06

Fondation Abbé Pierre : Mighelina Santonastaso : 01 55 56 37 45 / 06 23 25 93 79

Secours Catholique : Djamilia Aribi : 01 45 49 75 24 / 06 85 32 23 39